



LE GALERIEN

février 2012

« Mensuel à périodicité variable de la section Union SNUI - Sud Trésor - Solidaires des Pyrénées Atlantiques »

Au sommaire :

- suppressions d'emplois: les dégâts 2012....
- la colère des agents, exprimée le jour du Comité Technique Local le 3 février à Pau.
- Grands-messes, communication, management, y'en a marre !!!
- infos diverses....

suppressions d'emplois 2012....

Encore 16 suppressions d'emplois nettes cette année sur notre département, avec la répartition suivante:

Filière fiscale:

Orthez	SIP-SIE	-1C	-1
Oloron	SIP-SIE	-1B	-1
Biarritz	SIP SIE	- 2C - 1 B	-3
Anglet	SIE	+ 1B -1C	0
Bayonne	SIE Accueil	+1B -1C +2B -2C	0
Hypothèques	Bayonne 1	+ 1B - 1C	0
Cadastre	STDAC Pau	- 1C	-1
PAU SUD	SIP	-1B	-1
EDRA		-2 B	-2
Direction		+1A+	+1
Total:		+1A+ -9C	-8

1) La catégorie C est une nouvelle fois pillée de ses effectifs: Globalement sur les 2 filières: - 23 C , + 4 B, + 2 A et + 1 A+ !!! toujours plus de managers et toujours moins d'agents.....

2) Filière fiscale: les effectifs des services de contrôle (ICE et Brigades de Vérifications) ne sont pas touchés par les suppressions d'emplois; les services de gestion perdent encore de nombreux emplois; les SIP sont encore durement touchés: - 3 emplois, sans compter les 2 dans les SIP-SIE de Orthez et Oloron. Ce sera encore plus tendu dans ces services, après les 4 suppressions de 2011 et les 3 suppressions de 2010.

3) Filière gestion publique: avec 14 suppressions d'emplois C, elle est, cette année encore, plus malmenée que la filière fiscale (déjà l'année dernière, 16 suppressions dans cette filière sur les 23 au total).

Filière Gestion Publique :

SIP Pau Est	+1A	+1C	+2
SIP Biarritz		+1B -1C	
SIP Oloron		-1B +1C	
Bedous		-1C	-1
Lescar		-1C	-1
Nay		-1C	-1
Oloron		-1B	-1
Pontacq		+1B -1C	
Tardets		+1B -1C	
Pairie départementale		-1B	-1
Bayonne municipale	-1A	-1C	-2
Bassin de Lacq	+1A		+1
Hendaye		+1B	+1
Hasparren		+1B -1C	
Baigorry		+1B -1C	
St jean pied de port		+1B -1C	
St palais		+1B -1C	
Ustaritz		+1B -1C	
Direction	+1A	-2B -1C	-2
ERD		-3C	-3
Total:	+2A +4B -14C		-8

L'administration ne prend même plus la peine de justifier les suppressions d'emplois par des pseudo « gains de productivité fléchés », comme les années précédentes, avec par exemple « télé-actes » pour les hypothèques, ou la « déclaration internet » pour les Services des Impôts des Particuliers »....: la majeure partie des suppressions d'emplois d'une direction est constituée par une contribution proportionnelle aux emplois implantés, obéissant à une logique purement comptable.

L'ensemble des Organisations Syndicales du département avaient boycotté la première convocation du Comité Technique Local « emplois », le 23 janvier.

Avant la 2ème convocation de ce CTL, prévue le 3 février 2012, lors des Heures Mensuelles d'Information Intersyndicales qui leur avaient été proposées, les agents ont massivement décidé d'aller en nombre interpellier leur Direction.

Nous étions donc plus d'une centaine, représentant tous les sites et tous les services du département, à s'être invités au CTL du 3 février, avec nos représentants syndicaux, pour crier notre désarroi et notre colère. Après lecture de la motion intersyndicale ci-dessous, le Directeur a bien essayé de justifier les suppressions d'emplois par « la crise sans précédent, ..., la situation de la Grèce,... etc ».....

Les agents n'ont pas manqué de l'interpeller et de recentrer le court dialogue sur la situation concrète qu'ils vivent au quotidien dans leurs services, avant de quitter la salle. Ils espèrent que leur témoignage de vérité sera enfin entendu par notre hiérarchie locale et relayé au niveau national, avec les témoignages des autres départements, qui vivent les mêmes situations insoutenables.



Monsieur le Directeur,

Fraude fiscale, secteur public local, accueil... le gouvernement lance de grandes campagnes de communication mettant en avant l'importance des missions de la Direction Générale des Finances Publiques.

Ceci implique de fait des besoins en personnel en adéquation.

Pourtant, 2.441 emplois sont encore supprimés en 2012, portant à près de 25.000 emplois les suppressions effectuées depuis 10 ans.

Nous sommes ici pour dénoncer l'incohérence de cette politique destructrice.

Dans notre Direction départementale, elle se traduit par la suppression nette de 16 emplois encore cette année.

La catégorie des cadres C est comme toujours durement touchée, avec la suppression de 23 emplois en 2012, après la perte de 29 emplois en 2011.

L'administration marque son mépris des agents en ne se donnant même plus la peine de justifier ces suppressions d'emplois par des pseudo "gains de productivité fléchés".

Ce dogme de "moins d'état" a des conséquences désastreuses pour l'exercice des missions de la DGFIP et les conditions de vie au travail des agents.

Avec toujours moins, nous devons faire face à toujours plus de charges, avec la création de nouveaux impôts et taxes, des réformes incessantes de structures, l'accroissement des demandes écrites ou verbales des contribuables.

Nous n'avons plus les moyens d'assurer un service public de qualité.

Malaise, colère et profond sentiment d'abandon : voilà ce que nous ressentons.

L'obsession de la hiérarchie de présenter des indicateurs irréprochables, une gestion de plus en plus tatillonne et des contrôle internes qui se multiplient installent un climat de suspicion, de défiance et de découragement, alors que l'objectif commun devrait être celui de relations de travail sereines, respectueuses, constructives et efficaces.

Le 23 janvier 2012, les représentants des personnels ont traduit la colère des agents en boycottant la 1^{ère} convocation du Comité Technique Local consacré aux emplois.

Aujourd'hui, nous venons, en personne, vous exprimer notre exaspération face à ces nouvelles suppressions : la destruction massive des emplois de notre direction est aujourd'hui insoutenable !!

L'emploi public à la DGFIP n'a pas à être la variable d'ajustement des déficits publics. C'est pourquoi nous disons :

Stop aux suppressions d'emplois !!

Stop à la détérioration du service public qu'est en droit d'attendre le contribuable !!

Stop à la dégradation de nos conditions de travail !!



UNE SEMAINE CHARGÉE DANS NOTRE DÉPARTEMENT.....

« Grand-messes » proposées aux agents les 30 et 31 janvier 2012

Le 25 janvier à 17h50, la Direction conviait tous les agents du département à des réunions d'information à Pau le lundi 30 janvier, à Orthez et Bayonne le mardi 31 janvier... Eh bien, quel événement imprévu pouvait motiver une telle mobilisation générale? Tout bonnement une réunion sur les « nouvelles règles de gestion », et, à l'occasion, un « échange sur les grandes orientations 2012 de la DDFIP ».... ! Cette initiative nous a semblé particulièrement malvenue dans la période pour plusieurs raisons:

1) Des réunions d'informations sur les nouvelles règles de gestion s'étaient déjà tenues dans chaque service, avec remise d'une plaquette explicative à chaque agent, remontée à la direction des questions posées dans ces réunions, et redescente des réponses aux agents. Aussi, même si quelques services n'avaient curieusement pas eu droit à ces réunions malgré la consigne, ces « oublis » ne justifiaient pas un tel déploiement.

2) Entre les 2 convocations du CTL « emplois » entérinant une nouvelle vague de suppressions d'emplois dans nos services, et à la veille d'une journée de grève nationale à la DDFIP, peu d'agents étaient enclins à aller recevoir les « félicitations de leur Direction pour leur grande conscience professionnelle et leurs excellents résultats, et son assurance que ces résultats s'amélioreront encore en 2012 malgré un contexte certes plus difficile, toujours grâce à leur bonne volonté... etc.... etc.... »

3) Les agents se lassent de ces grand-messes médiatiques qui n'ont pour but que de donner artificiellement l'image d'un dialogue social de qualité

dans notre département, avec à coup sûr une belle photo dans Ulysse 64, accompagnée d'un article soulignant l'intérêt et la gratitude des participants, ainsi que la richesse des débats....

4) Le 26 janvier, jour de découverte de cette « invitation » par les agents, ils étaient également destinataires d'une note alarmante sur les remboursements de frais:

« Notre budget connaît cette année une contraction particulièrement importante. J'en appelle donc au sens des responsabilités de tous pour permettre au plan d'économie de la Direction d'être efficace.... il est donc impératif de veiller à dépenser au plus juste les ressources pour assurer l'effectivité des remboursements dus aux agents (sic) »

L'effectivité des remboursements dus aux agents serait donc menacée? Diantre ! Ni une ni deux, pour contribuer d'urgence aux économies à réaliser, nous avons appelé les agents à boycotter ces grandes réunions inutiles et coûteuses en locations de salles et frais de déplacements.

Le motif principal de cet appel au boycott, que nous avons lancé conjointement avec la CGT et la CFDT, était bien sûr essentiellement lié aux suppressions d'emplois, dans la droite ligne de l'action collective lors du CTL du 3 février.

Plus des 2/3 des agents ont boycotté ces réunions de convenance, malgré le chassé-croisé des rappels de leur caractère obligatoire par la Direction et des démentis des Organisations Syndicales, et la fermeture des services au public en l'absence prévue de la totalité des agents. Comme d'habitude, les chefs de service se sont plus ou moins décarcassés pour dissuader les agents de boycotter ces réunions, les plus zélés allant jusqu'à des mises en garde écrites....

grève nationale du 2 février 2012.

Dans un contexte où les mobilisations interprofessionnelles manquent, la plupart des syndicats (Union SNUI-SUD Trésor-Solidaires, CGT, FO, UNSA) avaient appelé à une journée nationale de grève à la DDFIP le jeudi 2 février 2012 pour dénoncer les suppressions d'emplois. Plus de 30% des agents étaient en grève au niveau national, 45,40% dans notre département, une nouvelle fois fortement mobilisé: la semaine a été particulièrement marquante dans notre direction, avec le boycott des grand-messes du début de la semaine, la grève nationale du 2 février et l'action collective lors du CTL du 3 février.

Au niveau national, une délégation de l'intersyndicale DGFIP a été reçue par Mr Parini, directeur général: il a reconnu que le mouvement de grève était significatif pour la seule DGFIP, mais a refusé l'ouverture de négociations sur la plateforme unitaire et confirmé la volonté politique de suppressions d'emplois.

Au niveau local, notre directeur en a fait de même, et promis des propositions tout prochainement pour améliorer les conditions de travail



L'entretien d'évaluation.

Combattu par l'union SNUI-Sud Trésor-Solidaires depuis sa mise en place, le système de notation demeure injuste, inéquitable et incohérent. 50% des agents sont toujours écartés d'une quelconque reconnaissance professionnelle chiffrée.

L'administration a prévu en 2013 la suppression de la note chiffrée et l'instauration d'un entretien professionnel obligatoire et annuel, et à terme la mise en place de la Prime de Fonction et de Résultat (PFR).

Nous refusons qu'une séquence de dialogue isolée, considérée comme un passage obligé par un encadrement obnubilé par les indicateurs et coupé de la réalité des services devienne la clé de la gestion des fonctionnaires et détermine à la fois leur vitesse d'avancement et le niveau de leur rémunération.

Le réel échange professionnel doit avoir lieu quotidiennement dans le cadre de l'exécution des missions à accomplir. Notre organisation syndicale continue à agir pour l'instauration d'un dialogue continu sur l'accomplissement des missions dans tous les services, en lieu et place du système d'évaluation individuelle actuel.

C'est pourquoi nous appelons , plus que jamais cette année, au boycott de l'entretien d'évaluation.

Assemblée Générale

L'assemblée générale annuelle de notre section se tiendra le vendredi 6 avril, à Audaux, au même endroit que celle de l'année dernière, qui avait connu un beau succès de participation.

Retenez d'ores et déjà cette date du 6 avril 2012 et venez participer à ce moment fort de la vie de notre section, avant le congrès national du mois de juin de notre Organisation Syndicale, 1er congrès de plein exercice depuis la fusion SNUI-SUD Trésor de décembre 2009.....

Campagne de cotisations

En ce début d'année se déroule la campagne de collecte des cotisations syndicales de notre section, assurée par nos correspondants dans tous les services. C'est pour certains le moment de franchir le pas du partage des idées, des actions, et du vote aux élections professionnelle par l'adhésion à un syndicat; par réflexe citoyen, par une rencontre avec un militant, par besoin de se faire entendre et d'agir dans un cadre collectif.....

Adhérer, c'est renforcer notre capacité à défendre nos droits et à avancer; c'est renforcer le syndicalisme de proximité, de proposition et d'action, implanté dans son champ professionnel, la DGFIP, et ouvert sur le monde du travail que l'Union SNUI-SUD Trésor-Solidaires entend continuer de porter et de faire progresser. C'est aussi être sûr de disposer d'un maximum d'informations par « l'Unité », le site national, et le réseau de militants de proximité.

Alors, merci aux fidèles adhérents de notre section, et bienvenue à ceux qui nous rejoignent !! Pour adhérer, n'hésitez pas à contacter l'un des membres de notre Bureau ou l'un de nos correspondants locaux, dont les coordonnées figurent sur notre site local.